RV annuel

3ème édition

LIAISONS SOCIALES

Actualité

Variations de la rémunération, fixation des objectifs

Comment sécuriser vos pratiques ?

De 9h00 à 12h30

Jeudi 23 janvier 2014

Salons Pereire, 100 boulevard Pereire, Paris 17ème

Programme

I. Modification de la rémunération, une alternative au licenciement ?

La portée de la loi de sécurisation de l'emploi

II. Modification de la rémunération : que peut-on faire en 2014 ?

- **Depuis la loi du 14 juin 2013 : les accords de maintien de l'emploi en cas de « graves difficultés économiques conjoncturelles »**
  Aménagement de la rémunération : de quoi exactement ? Rémunération de base ou globale ? Dans quel contexte conclure un tel accord ? Est-il le seul possible ? Quel est son champ d'application ? Les aménagements possibles, les procédures à respecter. Conséquences d'un refus du salarié : un motif économique réellement sécurisé ?
- **Hors accord de maintien dans l'emploi : les exigences du juge**
  Rétrogradation, mobilité géographique et/ou professionnelle ; révision d'un accord collectif, dénonciation d'un engagement unilatéral ou d'un usage ; L'employeur peut-il modifier la rémunération contractuelle ? Quid en cas de refus du salarié ? Une prise d'acte est-elle justifiée ? Gratification prévue par accord ou par contrat : choix ou cumul possible ?
- **Rémunération variable : jusqu'où aller ?**
  Comment fixer la rémunération variable ? Faut-il la contractualiser ? Une révision est possible ? Bonus : conditions de licéité ?
- **Le rôle des institutions représentatives du personnel**
  Faut-il négocier avec les syndicats représentatifs ? Lors de la NAO ? Dans quels domaines ? Quels documents produire ? Quel est le rôle du CE ? Le CHSCT doit-il être saisi ?

III. Fixation et révision des objectifs : le contrôle judiciaire

- **Détermination et révision des objectifs : des règles très encadrées**
  L'employeur peut-il fixer unilatéralement les objectifs ? Les modifier ? Selon quels critères ? Défaut ou retard dans la fixation des objectifs par l'employeur : prise d'acte justifiée ? Défaut de fixation et rupture d'essai : de lourdes conséquences (CS 10.07.13)
- **Non respect des objectifs par le salarié : licenciement possible ?**
  Dans quelles conditions un salarié peut-il être licencié s'il n'atteint pas ses objectifs ? Quels éléments prendre en compte pour engager la procédure ? Comment qualifier la nature du licenciement ?
- **Comment assurer la protection de la santé physique et mentale du collaborateur ?**
- **Salariés protégés : Comment éviter les pratiques discriminatoires ?**

IV. Egalité de traitement et discriminations : nouveautés 2013-2014

- **Les critères admis pour justifier des différences**
  Sujétions différentes, occupation du domicile, critères d'attribution d'un complément individuel de salaire (CS 10.10.13)… Des règles strictes à respecter
- **Discrimination salariale : l'actualité en matière de preuve, nouveaux délais de prescription**
- **Un syndicat peut-il exercer une action collective en cas de non respect du principe d'égalité de traitement ?**
- **Projet de loi sur l'égalité hommes-femmes : les mesures phares de la réforme**

AVEC LES INTERVENTIONS DE :

Alain MENARD, avocat associé, cabinet Racine

Bertrand MURCIER, directeur des affaires sociales, Vinci

Jean-Emmanuel RAY, professeur à l'université Paris I-Sorbonne et à Sciences Po

Cette matinée sera présidée par Jean-Emmanuel RAY